

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

(Commun à tous les lots)

Plan de soutien aux métiers d'art 2025

Marché n° 2024-MAPA-24

Sommaire

| | | |
|----------|--|-----------|
| 1 | IDENTIFICATION ET PRÉSENTATION DES PARTIES | 4 |
| 1.1 | Identification du pouvoir adjudicateur | 4 |
| 1.2 | Présentation du Mobilier national | 4 |
| 1.3 | Définition | 4 |
| 2 | OBJET ET FORME DU MARCHÉ | 4 |
| 2.1 | Objet du marché | 4 |
| 2.2 | Allotissement | 5 |
| 2.3 | Durée du marché | 5 |
| 2.4 | Délais de livraison | 5 |
| 2.5 | Lieu d'exécution des prestations | 5 |
| 2.6 | Lieu de livraison des mobiliers restaurés | 6 |
| 2.7 | Forme et procédure du marché | 6 |
| 3 | PIÈCES CONTRACTUELLES | 6 |
| 4 | MODALITÉS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS | 7 |
| 4.1 | Changement dans la situation du Titulaire | 7 |
| 4.2 | Clause de réexamen | 8 |
| 4.3 | Modifications financières pour circonstances imprévisibles | 8 |
| 5 | OBLIGATIONS DES PARTIES | 8 |
| 5.1 | Représentation des parties | 8 |
| 5.1.1 | Représentation du Mobilier national | 8 |
| 5.1.2 | Représentation du Titulaire | 8 |
| 5.2 | Obligations du Mobilier national | 9 |
| 5.1.1. | Accès aux sites du Mobilier national | 9 |
| 5.1.2. | Information | 9 |
| 5.3 | Obligations du Titulaire | 9 |
| 5.3.1 | Obligation de résultat | 9 |
| 5.3.2 | Obligation de conseil de d'information | 9 |
| 5.3.3 | Garantie de compétence | 10 |
| 5.3.4 | Tenue et comportement du personnel du Titulaire | 10 |
| 5.3.5 | Protection de la main d'œuvre et conditions de travail | 10 |
| 5.3.6 | Mesures de sécurité | 11 |
| 5.3.7 | Responsabilité du Titulaire | 11 |
| 6 | MODALITÉS DE VÉRIFICATION | 11 |
| 6.1 | Admission | 11 |
| 6.2 | Ajournement | 11 |

| | | |
|--------|--|----|
| 6.3 | Réfaction..... | 11 |
| 6.4 | Rejet | 11 |
| 7 | PÉNALITÉS..... | 12 |
| 8 | SOUS-TRAITANCE..... | 12 |
| 9 | ASSURANCES | 13 |
| 10 | PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES..... | 13 |
| 10.1 | Contenu des prix | 13 |
| 10.2 | Forme des prix..... | 13 |
| 10.3 | Variation des prix..... | 13 |
| 10.4 | Factures | 13 |
| 10.5 | Mode de règlement..... | 14 |
| 10.6 | Modalités de règlement..... | 14 |
| 10.7 | Paiement sous-traitants et cotraitants | 15 |
| 10.8 | Clause de financement et de sûreté..... | 15 |
| 10.8.1 | Avance..... | 15 |
| 10.8.2 | Cession ou nantissement..... | 15 |
| 11 | CONFIDENTIALITÉ..... | 16 |
| 12 | ACTIONS DE COMMUNICATION..... | 16 |
| 13 | RÉSILIATION..... | 16 |
| 13.1 | Généralités..... | 16 |
| 13.2 | Résiliation pour faute..... | 17 |
| 14 | PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES..... | 17 |
| 15 | RÈGLEMENT AMIABLE ET PROCÉDURE EN CAS DE LITIGE..... | 18 |
| 16 | DÉROGATIONS AU CCAG-FCS..... | 18 |

1 IDENTIFICATION ET PRÉSENTATION DES PARTIES

1.1 Identification du pouvoir adjudicateur

La présente consultation est lancée par et pour l'Établissement public du Mobilier national et les manufactures nationales des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie – Ateliers-conservatoires d'Alençon et du Puy-en-Velay (ci-après, le « Mobilier national » ou le « pouvoir adjudicateur »).

Nom et adresse officiels de la personne publique :

Établissement public du Mobilier national et les manufactures nationales des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie – Ateliers-conservatoires d'Alençon et du Puy-en-Velay

1 rue Berbier du Mets - 75013 Paris

Téléphone : 01 44 08 52 00

<http://www.mobiliernational.culture.gouv.fr/fr>

1.2 Présentation du Mobilier national

Le Mobilier national et les manufactures nationales des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie – Ateliers-conservatoires d'Alençon et du Puy-en-Velay est un établissement public créé par décret n° 2021-1890 du 29 décembre 2021.

Soutien des métiers d'art et de la création depuis le XVII^e siècle, le Mobilier national a pour mission d'assurer la conservation et la restauration de collections uniques au monde, de perpétuer et de transmettre des savoir-faire exceptionnels. Haut lieu de patrimoine, l'institution est aussi un acteur majeur de la création contemporaine et de la promotion des arts décoratifs à la française.

Le Mobilier national possède une collection de dizaines de milliers de meubles et d'objets destinés à l'ameublement et au décor des lieux officiels de la République en France et à l'étranger. Plus de trois cent quarante femmes et hommes œuvrent au quotidien pour entretenir, pratiquer et mettre en valeur des savoir-faire d'exception à Paris et en région. Les manufactures des Gobelins et de Beauvais sont vouées à la tapisserie, la manufacture de la Savonnerie au tapis, les ateliers du Puy-en-Velay et d'Alençon à la dentelle. Sept ateliers de restauration se répartissent les différentes spécialités du bois, du métal et du textile. Enfin, créé en 1964 à l'initiative d'André Malraux, l'Atelier de Recherche et de Création (ARC) promeut la création et le design contemporain en France.

Résolument tourné vers l'avenir, le Mobilier national témoigne, par son savoir-faire et son rôle en soutien au design mobilier et textile, de la vitalité de la création artistique.

1.3 Définition

Est entendu par « Titulaire » l'entreprise attributaire du marché pour le(s) lot(s) qui la concerne, pour son propre compte ou en tant que mandataire d'un groupement d'entreprises.

2 OBJET ET FORME DU MARCHÉ

2.1 Objet du marché

L'objet du marché est un plan de soutien aux métiers d'art 2024, à travers la restauration d'une sélection de biens appartenant aux collections du Mobilier national.

Le présent marché porte sur des prestations de services.

Les spécifications techniques sont décrites au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun à tous les lots.

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) s'applique à tous les lots.

2.2 Allotissement

Le marché est alloti de la façon suivante :

| Numéro de lot | Intitulé du lot |
|---------------|---|
| 1 | Tapis « première moitié du XIXe siècle » |
| 2 | Tapis « époque Restauration » |
| 3 | Tapis « Monarchie de Juillet ou Second Empire » |
| 4 | Mobilier en bois doré – Salon 1 |
| 5 | Mobilier en bois doré – Salon 2 |
| 6 | Sièges du XXe siècle |

2.3 Durée du marché

Chaque lot est conclu pour une durée de 24 mois à compter de la date de sa notification.

Les marchés ne sont pas reconductibles.

2.4 Délais de livraison

Pour chaque lot, les biens restaurés doivent être réceptionnés par le Mobilier national au plus tard dans un délai de 23 mois à compter de la date de notification du marché.

Les candidats peuvent proposer un délai de livraison plus court dans leur cadre de réponse technique.

Il est précisé que le rapport de restauration pour chaque œuvre restaurée doit être transmis au Mobilier national au maximum un mois avant la fin de la durée du marché précisée à l'article 2.3 du présent document.

2.5 Lieu d'exécution des prestations

1/ Principalement dans l'atelier du prestataire :

Dans la majorité des cas, la restauration aura lieu dans l'atelier du prestataire. Par conséquent, son atelier devra présenter les conditions de sécurité et d'assurance requises et être équipé :

- d'un système de détection incendie ;
- d'une armoire de stockage pour les solvants ;
- d'une alarme anti-intrusion.

L'atelier du prestataire sera par ailleurs assuré pour accueillir les oeuvres dont les valeurs d'assurance sont précisées pour chaque lot dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2/ En cas d'intervention minime sur les biens :

Dans les réserves du Mobilier national :

- 1 rue Berbier du Mets, 75013, Paris

ou

- à Rungis, dans un site dont l'adresse sera indiquée ultérieurement.

Pour les opérations se déroulant dans les réserves du Mobilier national, le prestataire devra se conformer aux règles de sûreté et de sécurité de l'institution. Il est tenu à une obligation de discrétion concernant la localisation des réserves et devra respecter les procédures de contrôle des accès.

2.6 Lieu de livraison des mobiliers restaurés

Les lieux de livraison sont les suivants : dans les réserves du Mobilier national aux adresses suivantes :

- 1 rue Berbier du Mets, 75013, Paris (réserve interne)

ou

- à Rungis, dans un site dont l'adresse sera indiquée ultérieurement (réserve externe).

Pour chaque lot, le lieu de livraison sera précisé en cours d'exécution du marché.

2.7 Forme et procédure du marché

Le présent marché est passé sous la forme d'un marché ordinaire, selon une procédure adaptée en application de l'article L.2123-1 2° du code de la commande publique.

Le marché appartient à la catégorie de services spécifiques suivante : 92521210-4 Services de conservation des objets exposés.

3 PIÈCES CONTRACTUELLES

Le présent marché est soumis aux dispositions du code de la commande publique.

Conformément à l'article 4.1 du CCAG-FCS, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- **L'Acte d'Engagement (AE)** et ses annexes, propre à chaque lot :
 - Annexe n°1 : **La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)** du lot concerné ;
 - Annexe n°2 : **La déclaration de sous-traitance** et agrément des conditions de paiement (le cas échéant) ;
- Le présent **Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)** commun à tous les lots ;
- Le **Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)** commun à tous les lots, et ses annexes :
 - Annexe n°1 : Liste des biens par lot ;
 - Annexe n°2 : Constats d'état des œuvres ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures et services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- Le **Cadre de Réponse Technique (CRT)** du lot concerné ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

En cas de contradiction entre les pièces contractuelles, la documentation de rang supérieur prévaudra pour l'obligation en cause. Il est expressément stipulé que les conditions générales de vente du Titulaire (ou tout autre document similaire édité ou habituellement utilisé par le Titulaire) ainsi que les conditions contractuelles éventuellement annexées à leur offre technique et commerciale ne sont pas applicables au présent marché. Elles ne constituent pas des documents contractuels.

Bien que non matériellement joint au marché, le CCAG-FCS est réputé parfaitement connu des parties. Le Titulaire ne peut pas se prévaloir de la méconnaissance des documents généraux contre le Mobilier national.

Seul l'exemplaire du marché détenu par le Mobilier national fait foi.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG-FCS, la notification du présent marché comprend une copie de l'acte d'engagement (et de ses annexes).

4 MODALITÉS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

4.1 Changement dans la situation du Titulaire

Le Titulaire informe sans délai le Mobilier national de tout changement de sa situation ayant pour effet de le placer dans un des cas d'interdiction de soumissionner aux marchés prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique.

Par ailleurs, le Titulaire communique immédiatement au Mobilier national les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il se présente ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À sa nationalité ;
- À son domicile ou à son siège social ;
- Au montant de son capital social ;
- Aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent ;
- À ses coordonnées bancaires.

Le Titulaire fait parvenir au Mobilier national, par tout moyen permettant de garantir leur réception, le(s) document(s) justifiant de la modification. Cette modification est prise en compte par le Mobilier national dans un délai de trente jours calendaires.

Dans le cas d'une nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire, ou du membre concerné en cas de groupement d'opérateurs économiques, le Titulaire doit produire l'ensemble des documents et renseignements suivants concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- Une copie de l'annonce légale ;
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- Un relevé d'identité bancaire ;
- Le numéro unique d'identification délivré par l'INSEE faisant apparaître la fusion / absorption de la société correspondante ;
- Les attestations fiscales et sociales de la nouvelle entreprise ;
- La liste nominative salariés étrangers employés conformément à l'article D.8254-2 du code du travail ;
- L'attestation sur l'honneur dûment signée qui indique que le repreneur n'entre pas dans les motifs d'exclusions listés aux articles L.2141-1 et suivants du code de la commande publique ;
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de la nouvelle entreprise ;
- Le document de candidature identique à celui fourni dans le dossier de la consultation des entreprises lors de la mise en concurrence.

La cession du marché acceptée par le Mobilier national fait l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau Titulaire.

4.2 Clause de réexamen

L'article 25 du CCAG s'applique.

4.3 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R2194-5 du Code de la commande publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour le Mobilier national.

S'il envisage de modifier le marché pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, le Mobilier national se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le Titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

En cas d'acceptation de la demande par le Mobilier national, les modifications apportées aux prix ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, le Mobilier national et le Titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le Titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le Titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par le Mobilier national :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le Titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

5 OBLIGATIONS DES PARTIES

5.1 Représentation des parties

5.1.1 Représentation du Mobilier national

L'interlocuteur du Mobilier national dans le cadre de l'exécution de ce marché est un ou plusieurs représentant(s) du service de l'inspection des collections du Mobilier national.

5.1.2 Représentation du Titulaire

Pour chaque lot, le Titulaire désigne en début de marché le nom et les coordonnées professionnelles d'un interlocuteur unique spécifiquement chargé du suivi général de l'exécution du marché. Cet interlocuteur représente le Titulaire auprès du Mobilier national pendant toute la durée d'exécution du marché.

En prévision d'un empêchement ou du remplacement de ce représentant, le Titulaire indique les nom et coordonnées professionnelles d'un représentant remplaçant.

5.2 Obligations du Mobilier national

5.1.1. Accès aux sites du Mobilier national

Il appartient au Mobilier national d'assurer l'accès des bâtiments au Titulaire et au véhicule du Titulaire.

Le Mobilier national fournira, à l'écrit ou à l'oral, une description des accès : stationnement, dimensions des couloirs, ascenseurs et monte charges utilisables, etc.

5.1.2. Information

Le Mobilier national mettra à disposition du Titulaire tout document et information nécessaires à l'exécution du présent marché.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution du marché.

5.3 Obligations du Titulaire

5.3.1 Obligation de résultat

Le Titulaire est soumis à une obligation de résultat avec mise à disposition de moyens pour l'exécution des prestations.

Le Titulaire doit donc disposer et mettre en œuvre les moyens humains et techniques qu'il estime nécessaires à l'exécution des prestations et qui lui permettent de respecter les prescriptions du CCTP commun à tous les lots.

Ces moyens sont exclusivement à sa charge et doivent être proportionnels à l'atteinte desdites prescriptions.

L'obligation de résultat sera appréciée de la manière suivante :

- Conformité des prestations ;
- Respect des délais de réalisation ;
- Fluidité et réactivité dans la réalisation des prestations.

Le Mobilier national ne saurait se substituer au Titulaire dans l'exercice des missions qui lui sont confiées.

5.3.2 Obligation de conseil de d'information

De manière générale, le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au devoir de conseil et d'information le plus étendu, lequel consiste notamment à informer complètement le Mobilier national sur les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations, les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du Mobilier national.

Ce devoir de conseil doit être formalisé et fondé sur la production d'un écrit qui détaille les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

5.3.3 Garantie de compétence

Le Titulaire s'engage à exécuter les prestations dans les règles de l'art (respect de la déontologie des professionnels du patrimoine matériel) et s'engage à ce que son personnel et celui de ses sous-traitants éventuels, chargés de la réalisation des prestations prévues au présent marché, disposent d'un niveau de formation et de qualification adapté aux exigences du CCTP commun à tous les lots, pour le(s) lot(s) qui le concernent.

5.3.4 Tenue et comportement du personnel du Titulaire

Le personnel du Titulaire doit faire preuve à tout instant d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers et des patrimoines immobilier et mobilier du Mobilier national.

L'usage des matériels et des équipements des locaux du Mobilier national lui est interdit, sauf autorisation expresse du Mobilier national. Les utilisations frauduleuses feront l'objet d'un chiffrage, dont le montant est déduit de la facturation du Titulaire.

Le personnel doit se présenter avec une tenue vestimentaire correcte et adaptée à la nature de la prestation à exécuter dans le respect des règles de sécurité et du Code du travail.

Le personnel du Titulaire doit observer les règles de comportement propres à un environnement professionnel, et notamment :

- Interdiction de fumer ou de vapoter en dehors des lieux prévus à cet effet ;
- Tenue vestimentaire en bon état de propreté ;
- Interdiction d'introduire et de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux ou d'y pénétrer en état d'ivresse ;
- Interdiction de manger en dehors des lieux prévus à cet effet ;
- Interdiction d'introduire des marchandises destinées à la vente ;
- Interdiction de solliciter ou de recevoir de quiconque un pourboire quelconque.

Il est précisé que le personnel du Titulaire devra user des accès les plus directs, se maintenir dans les locaux désignés pour l'exécution des prestations et ne pénétrer ni circuler sous quelque prétexte que ce soit dans les autres parties des bâtiments.

5.3.5 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le Titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main-d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité et dans le respect des normes relatives aux prestations objet du marché.

Le Titulaire doit respecter les dispositions en vigueur du Code du travail et toute autre disposition lui étant applicable, notamment s'agissant du travail en hauteur.

À ce titre, il doit observer les dispositions particulières de sécurité liées à la nature des opérations. Ces dispositions sont réputées avoir été prises en compte pour l'établissement des prix indiqués dans la décomposition du prix global et forfaitaire propre à chaque lot.

Le personnel du Titulaire doit disposer des vêtements de protection individuelle adaptés, notamment gants et chaussures de sécurité.

5.3.6 Mesures de sécurité

Le Titulaire doit prendre connaissance et se conformer à l'ensemble des mesures de sécurité du Mobilier national.

5.3.7 Responsabilité du Titulaire

En ce qui concerne ses responsabilités en matière de dommages éventuels, le Titulaire est pécuniairement responsable vis-à-vis des tiers, eût égard au lot qui le concerne, des actes de son personnel, notamment au regard des dommages causés aux personnes ou aux choses. Cette responsabilité pourra être mise en jeu par l'administration dans toutes les circonstances où seront survenus des dommages aux personnes ou aux choses du fait du Titulaire.

6 MODALITÉS DE VÉRIFICATION

6.1 Admission

Si la prestation est conforme aux stipulations du marché, le fait que le représentant du pouvoir adjudicateur procède au service fait partiel ou total après réalisation partielle ou complète de la prestation vaudra décision d'admission.

6.2 Ajournement

Si la prestation ne peut être admise que moyennant certaines mises au point, le pouvoir adjudicateur peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le Titulaire du lot concerné à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur les prestations mises au point dans le délai indiqué par ce dernier, par dérogation au délai de 15 jours indiqué à l'article 30.1 du CCAG/FCS, à compter de la notification par courriel de la décision d'ajournement. Le Titulaire doit faire connaître son acceptation dans le délai précisé par le pouvoir adjudicateur. En cas de refus du Titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le pouvoir adjudicateur a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter. Le silence du pouvoir adjudicateur au-delà du délai indiqué au Titulaire dans la décision initiale d'ajournement vaut décision de rejet des prestations.

6.3 Réfaction

Si la prestation, bien que pas entièrement conforme aux stipulations du marché, peut néanmoins être admise par le pouvoir adjudicateur, celui-ci fera état de sa « décision de réfaction » au sens de les admettre avec réfaction du prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision lui sera notifiée par courriel donnant date certaine qu'après que le Titulaire du lot concerné a été mis à même de présenter ses observations, conformément aux dispositions de l'article 30.3 du CCAG/FCS.

6.4 Rejet

Conformément à l'article 30.4.1. du CCAG-FCS, lorsque l'acheteur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total. La décision de rejet doit être motivée. En complément de cet article, la décision de rejet ne sera prise qu'après que le Titulaire ait été mis à même de présenter ses observations, dans un délai de 7 jours à compter de la notification au Titulaire de l'intention du Mobilier national de rejeter les prestations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

7 PÉNALITÉS

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles.

Tout manquement du Titulaire à ses obligations peut donner lieu à l'application de pénalités.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités s'appliquent sur simple constatation du manquement par le Mobilier national et sans mise en demeure préalable. Leur montant sera retenu sur les sommes dues à l'entreprise.

À titre exceptionnel, les pénalités peuvent également être recouvrées par émission d'un titre de recette.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10% du montant total HT du lot considéré.

Conformément à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le Titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du lot considéré.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS : en cas de retard dans les délais de livraison précisés à l'article 2.4 du présent CCAP : le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire égale à 50 euros par semaine calendaire de retard.

8 SOUS-TRAITANCE

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du Mobilier national, le Titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Cet acte mentionne la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le Mobilier national doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de vingt-et-un (21) jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), le Mobilier national est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Un sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est tenu de l'ensemble des obligations résultant du marché. En cours d'exécution du marché, le Titulaire demeure responsable de plein droit de l'exécution des prestations sous-traitées.

9 ASSURANCES

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire devra justifier qu'il est en possession d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire, couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes du marché, à raison des dommages de toute nature survenant pendant l'exécution des prestations.

L'attestation d'assurance pour l'année 2026 devra être transmise au Mobilier national avant le 31 décembre 2025.

Les garanties dont le Titulaire bénéficie doivent être suffisantes au regard des valeurs indiquées du lot considéré, conformément au CCTP commun à tous les lots.

Le Titulaire transmet l'attestation d'assurance correspondante précisant les types, montant et durée de validité des garanties concernées.

10 PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES

10.1 Contenu des prix

Les prix comprennent au maximum deux chiffres après la virgule.

La TVA est appliquée au taux légal en vigueur à la date du fait générateur.

Les prix sont réputés complets, ils comprennent notamment l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations, toutes taxes éventuelles, tous les frais exposés pour l'exécution des prestations, les frais de déplacement pour les réunions, visites de sites et la totalité des frais de gestion, ainsi que les frais de représentation et de coordination du mandataire dans le cas où le Titulaire est un groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du Code de la commande publique.

10.2 Forme des prix

Le présent marché est traité à prix forfaitaires. Les prix du marché sont détaillés au moyen de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) propre à chaque lot, en annexe de l'acte d'engagement du lot considéré.

10.3 Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant à la date de remise de l'offre finale par le Titulaire.

Les prix des prestations ne font pas l'objet de variation de prix, ils sont fermes et définitifs.

10.4 Factures

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le Titulaire et après constatation du service fait partiel ou total par le Mobilier national.

Pour les lots 1, 2 et 3 :

- le service fait partiel peut être établi indépendamment de la remise du rapport de restauration ;
- le service fait total est conditionné au rendu du rapport de restauration.

Pour les lots 4, 5 et 6 :

- le service fait partiel est conditionné à la livraison d'un bien entièrement restauré.
- le service fait total est conditionné par le rendu du rapport de restauration.

Les factures doivent être libellées à :

Établissement public du Mobilier national et les manufactures nationales des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie – Ateliers-conservatoires d'Alençon et du Puy-en-Velay

1 rue Barbier du Mets

75013 Paris

Les factures, à en-tête de l'entreprise émettrice, doivent indiquer, outre la date et le numéro d'identification :

- La référence précise du marché : **marché n°2024-MAPA-24** – Lot n° [à compléter] ;
- La date de notification du marché ;
- Le nom ou la raison sociale et adresse des parties ;
- Le numéro d'inscription au Registre du commerce et des sociétés ou au Répertoire des métiers ;
- Le numéro de SIRET ;
- Le numéro de compte bancaire ou postal du Titulaire, tel qu'il est précisé dans le cadre du marché ;
- Le détail des prestations réalisées ;
- Les prix hors TVA, le montant de TVA et son taux, les prix TTC, si le Titulaire est assujéti à la TVA ou le montant net si le Titulaire n'y est pas assujéti.

Sont déduites au montant, le cas échéant, les pénalités prévues à l'article 7 du CCAP.

Le Comptable assignataire du Mobilier national se réserve le droit de renvoyer au Titulaire toute facture ne comportant pas ces mentions ou d'effectuer une suspension de paiement par manque de pièces qui doivent accompagner la facture.

10.5 Mode de règlement

Le mode de règlement imposé par le Mobilier national est le virement administratif.

Les paiements sont effectués suivant les règles de la comptabilité publique, selon la réglementation en vigueur, sur présentation des justificatifs de prestations fournis par le Titulaire et validés par le Mobilier national, à terme échu après approbation des relevés d'activités correspondants.

10.6 Modalités de règlement

Les factures sont envoyées via le portail Chorus Pro. Les éléments suivants devront être utilisés :

- Code SIRET du Mobilier national : 130 029 887 00010 ;
- Le numéro d'engagement sera communiqué à la notification du marché.

Délais de paiement

Les sommes dues sont payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la réception de la demande de paiement.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt en vigueur de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne (BCE) majoré de huit (8) points.

Ce délai peut être suspendu dans les conditions décrites au décret cité ci-dessus, si le représentant du Mobilier national constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

10.7 Paiement sous-traitants et cotraitants

L'acte spécial de sous-traitance indique les sommes qui seront réglées aux sous-traitants.

NB : Dans le cas où la sous-traitance est déclarée lors de la remise de l'offre, l'annexe n°3 à l'Acte d'engagement devra également indiquer les sommes qui seront réglées respectivement au Titulaire et à ses sous-traitants éventuels, ayant droit au paiement direct.

Les modalités et la procédure de paiement direct sont définies aux articles R2193-10 et suivants du Code de la commande publique.

10.8 Clause de financement et de sûreté

10.8.1 Avance

Une avance peut être accordée au Titulaire sauf refus de celui-ci exprimé à l'acte d'engagement.

Le taux de l'avance est de 20% ou, le cas échéant 30% pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R2191-6 et suivants du Code de la commande publique.

Le Titulaire constitue une garantie à première demande conformément aux dispositions de l'article R2191-36 et suivants du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R2191-11 et suivants du Code de la commande publique.

10.8.2 Cession ou nantissement

Sur demande expresse du Titulaire, il lui sera remis une copie de l'original de l'acte d'engagement certifiée conforme et portant la mention "copie certifiée conforme à l'original" délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance.

La cession ou le nantissement de créance consenti sur la base du marché par un établissement de crédit doit être notifié au comptable public assignataire des paiements.

11 CONFIDENTIALITÉ

* La présente communication est destinée à être lue par les personnes habilitées à accéder à l'information. Elle est classée "Secret Défense" en vertu de l'article 2 de la loi n° 2876 du 21 mars 1982 relative à l'état d'urgence.

Le Titulaire et son personnel sont tenus au secret professionnel à l'égard de toute personne, et notamment à l'égard des médias, pour tout ce qui a trait aux renseignements qu'ils pourraient recueillir au cours de l'exécution des prestations.

Le Titulaire s'interdit de manière générale de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou partie des informations dont il aurait eu connaissance à l'occasion de l'exécution du marché, et/ou qui lui auront été communiquées par le Mobilier national.

La reproduction ou la divulgation totale ou partielle, ou l'utilisation par l'une des deux parties, à d'autres fins que l'exécution des prestations, des éléments transmis par l'autre à titre confidentiel (données, fichiers, documents, information de toute nature, etc.) est interdite sans l'autorisation écrite du Mobilier national.

Le Titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, a reçu du Mobilier national communication, à titre confidentiel, de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir la confidentialité attachée à cette communication.

Le Titulaire doit sans délai avertir la personne en charge de la conduite du marché de toute violation de l'obligation de confidentialité par l'un des membres de son personnel.

La responsabilité du Titulaire peut être recherchée en cas de manquement à ses obligations de confidentialité.

Le non-respect par le Titulaire des obligations résultant du présent article, pourra entraîner la résiliation du marché sans mise en demeure et sans indemnité, ceci sans préjuger des indemnités que pourrait réclamer le Mobilier national au Titulaire.

12 ACTIONS DE COMMUNICATION

* La présente communication est destinée à être lue par les personnes habilitées à accéder à l'information. Elle est classée "Secret Défense" en vertu de l'article 2 de la loi n° 2876 du 21 mars 1982 relative à l'état d'urgence.

Il est précisé que le Titulaire ne peut organiser aucune action de communication interne, clients, journalistes de presse écrite généraliste ou professionnelle, de radios ou télévisions, publicité spécialisée ou grand public sur ses réalisations au Mobilier national sans avoir saisi le Mobilier national par écrit quatre (4) semaines au moins avant toute action de communication et obtenu l'accord de ce dernier.

Le Mobilier national se réserve la possibilité d'accepter, de différer, de modifier ou de refuser l'action de communication souhaitée pour des raisons de sécurité ou de confidentialité que l'établissement public du Mobilier national est seul à même d'évaluer.

13 RÉSILIATION

* La présente communication est destinée à être lue par les personnes habilitées à accéder à l'information. Elle est classée "Secret Défense" en vertu de l'article 2 de la loi n° 2876 du 21 mars 1982 relative à l'état d'urgence.

13.1 Généralités

Le Mobilier national a la faculté de résilier le présent marché avant son achèvement, sans préjudice de l'application d'éventuelles pénalités :

- Soit pour événements extérieurs au marché, dans les conditions mentionnées à l'article 39 du CCAG-FCS,

- Soit pour événements liés aux marchés dans les conditions mentionnées à l'article 40 du CCAG-FCS,
- Soit pour faute du Titulaire dans les conditions mentionnées à l'article 41 du CCAG-FCS et des cas complémentaires indiqués ci-dessous,
- Soit pour motif d'intérêt général dans les conditions mentionnées à l'article 42 du CCAG-FCS.

Le Mobilier national peut être amené à faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du Titulaire en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du Titulaire.

13.2 Résiliation pour faute

En complément des dispositions de l'article 41 du CCAG-FCS et sans préjudice de l'application d'éventuelles pénalités, le Mobilier national peut résilier le présent marché, pour faute (résiliation simple) ou aux torts exclusifs du Titulaire (résiliation avec exécution à ses frais et risques) sans indemnisation dans les cas suivants :

- Si le Titulaire n'accomplit pas les diligences nécessaires à l'exercice de sa mission ;
- Si le Titulaire déclare ne plus pouvoir exécuter ses engagements ;
- Lorsque le Titulaire s'est livré, à l'occasion des prestations, à des actes frauduleux, portant sur la nature, la qualité ou la quantité desdites prestations ;
- En cas de retard significatif ;
- En cas de manquement à ses obligations de confidentialité ;
- En cas de non-respect répété des obligations et/ou prestations telles que définies dans les documents contractuels.

La résiliation pour faute est précédée d'une mise en demeure préalable, adressée par courrier recommandé avec avis d'admission et restée infructueuse après un délai de dix (10) jours calendaires à compter de sa réception par le Titulaire.

14 PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Le Mobilier national et le Titulaire traitent des données personnelles pour les besoins de l'exécution et du suivi du marché public et, le cas échéant, des contentieux liés à sa passation ou son exécution. Ils s'engagent à respecter la réglementation applicable aux traitements de données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés dans sa rédaction issue de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

Chaque partie est seule responsable du traitement qu'elle met en œuvre pour son propre compte avec les données transmises par l'autre partie. Les données transmises dans le cadre du marché ne sont pas utilisées à d'autres fins que son exécution ou son suivi ou le suivi des contentieux.

Chaque partie informe les personnes concernées du traitement de données personnelles qu'elle met en œuvre et des moyens dont elles disposent pour exercer leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD), notamment leur droit d'accès, de rectification, et dans certains cas, d'effacement ou d'opposition.

Pour les traitements mis en œuvre par le Mobilier national, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données du Mobilier national dont les coordonnées seront transmises à la notification du marché.

Pour les traitements mis en œuvre par le Titulaire, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données désigné en application de l'article 37 du règlement général sur la protection des données (RGPD) et dont les coordonnées sont communiquées au Mobilier national à la notification du marché.

Sauf obligation légale ou réglementaire particulière, le Mobilier national et le Titulaire s'engagent à détruire toutes les données personnelles et toutes leurs copies dès qu'elles ne sont plus nécessaires à l'exécution des prestations et au plus tard dans un délai de deux mois à compter de la fin de l'exécution du marché.

15 RÈGLEMENT AMIABLE ET PROCÉDURE EN CAS DE LITIGE

Le Mobilier national et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché.

L'article 46 du CCAG-FCS s'applique.

Tout litige né de l'exécution du présent marché et à défaut d'accord amiable, relève du droit français et de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Paris :

7 rue de Jouy
75181 PARIS (France) Cedex 04

16 DÉROGATIONS AU CCAG-FCS

Les dérogations au CCAG-FCS sont récapitulées dans le tableau figurant ci-dessous :

| Article du CCAP | Article du CCAG-FCS |
|-----------------|---------------------|
| Article 3 | Article 4.2.1 |
| Article 6.2 | Article 30.1 |
| Article 7 | Article 14.1.1 |
| Article 7 | Article 14.1.2 |

*** Fin du document ***